



BILLET DE BLOG 9 avril 2026

Trajectoires de décarbonation profonde pour un développement national aligné sur la neutralité carbone

Auteurs

Henri Waisman

Directeur, programme Deep Decarbonization Pathways

Chris Bataille

Chercheur associé

Yann Briand

Responsable de recherche, Climat et Transports, Deep Decarbonization Pathways

Marta Torres Gunfaus

Directrice du programme Climat

Steve Pye

UCL Energy Institute

 Temps de lecture: 6 min



L'objectif mondial de neutralité carbone fixé par l'Accord de Paris sur le climat exige une action climatique nationale proactive, fondée sur des stratégies socialement, économiquement et politiquement réalisables permettant d'atteindre à terme zéro émission nette de gaz à effet de serre dans chaque pays. Ces stratégies doivent s'appuyer sur une analyse solide des transitions sectorielles à long terme cohérentes avec le [net zéro](#) qui reflètent les spécificités nationales et peuvent permettre une forte appropriation par les acteurs domestiques. Le [numéro spécial de la revue scientifique *Climate Policy* publié aujourd'hui](#) présente les avancées récentes sur ce sujet, telles qu'elles émergent des travaux menés par [l'initiative Deep Decarbonization Pathways \(DDP\)](#) en Argentine, au Brésil, en Chine, en Inde, en Indonésie, au Mexique et en Afrique du Sud. Il expose les progrès méthodologiques nécessaires pour intégrer les caractéristiques essentielles des trajectoires compatibles avec la neutralité carbone. Il présente également les principaux enseignements politiques de l'analyse, notamment la nécessité de mettre en place des politiques sectorielles cohérentes, soutenues par une coopération internationale adéquate, afin de répondre simultanément à plusieurs objectifs dans un cadre national unifié. Ces analyses détaillées fournissent des repères concrets permettant d'évaluer au fur et à mesure les progrès des pays vers la neutralité carbone.

Concevoir des politiques conformes à l'objectif de l'Accord de Paris implique que les parties prenantes et les décideurs appréhendent précisément les transformations nationales nécessaires pour aller vers un avenir bas-carbone, les actions de court terme pour inscrire durablement le pays dans cette trajectoire, ainsi que les conditions permettant d'articuler objectifs climatiques, sécuritaires et de développement.

Depuis son lancement en 2013, l'initiative Deep Decarbonization Pathways (DDP) s'attache à développer des analyses pour éclairer ces enjeux politiques.

L'analyse de la neutralité carbone nationale exige des avancées méthodologiques dans l'étude des trajectoires

L'examen de la neutralité carbone au niveau national a conduit le DDP à faire évoluer ses méthodes pour rendre l'analyse des trajectoires pertinente face à ce niveau d'ambition.

Il s'agit tout d'abord d'assurer une représentation détaillée du secteur Agriculture, Forêts et Autres Usages des Terres (AFOLU), qui constitue la source principale d'émissions négatives indispensables pour compenser les émissions résiduelles des autres secteurs. Cela requiert une prise en compte explicite des déterminants

et contraintes propres à ce secteur au niveau national, tels que la compétition pour l'usage des terres, l'évolution des pratiques agricoles ou les arbitrages avec la biodiversité et les impacts socio-économiques.

Une approche sectorielle détaillée est également indispensable pour prendre en compte toutes les opportunités et les leviers de réduction profonde des émissions dans les transports (en distinguant le transport de passagers et de marchandises), l'industrie et la production d'électricité. Cela implique de considérer un large éventail d'options d'atténuation, incluant les solutions technologiques mais aussi les changements structurels et organisationnels, avec une attention particulière portée aux efforts ambitieux de réduction de la demande en énergie et en matériaux.

Enfin, pour être pertinentes sur le plan politique, les analyses de neutralité carbone doivent démontrer clairement que les transformations profondes nécessaires dans chaque secteur peuvent être compatibles avec les priorités de développement socio-économique définies par chaque pays. Cela suppose d'aller au-delà des représentations agrégées centrées sur la croissance ou le PIB, afin d'intégrer des récits reflétant les enjeux socio-économiques clés du contexte national, comme l'accès à l'énergie, les inégalités, la pauvreté ou l'emploi.

La neutralité carbone requiert des paquets cohérents de politiques sectorielles ambitieuses soutenus par une coopération internationale renforcée

L'analyse présentée dans ce numéro spécial souligne que la transition vers la neutralité carbone demande d'adopter un cadre politique cohérent pour répondre simultanément à plusieurs objectifs.

Il s'agit d'accélérer sans tarder les réductions d'émissions dans les secteurs où les solutions techniques existent déjà et sont rentables par rapport aux options carbonées, en particulier la production d'électricité, le transport de passagers et

les secteurs d'usage des sols.

Mais il s'agit également de préparer aujourd'hui les conditions qui permettront des réductions profondes des émissions à long terme, en agissant sur le progrès technologique, le développement des infrastructures et l'évolution des comportements. Ces actions ne produisent pas nécessairement des réductions d'émissions immédiates, mais elles sont essentielles pour rendre disponibles et abordables dans tous les secteurs les technologies innovantes sans émissions, pour construire des infrastructures favorisant l'adoption de solutions bas-carbone, et pour accompagner les changements de modes de vie soutenant des formes de consommation et de production moins carbonées.

La neutralité carbone implique aussi de renforcer les synergies entre les agendas climatique, industriel et économique, et de gérer les impacts sociaux de la transition, notamment pour les populations les plus vulnérables.

D'un point de vue politique, répondre à ces multiples objectifs de manière équilibrée nécessite l'adoption de paquets de politiques intégrées combinant des actions complémentaires dans un cadre cohérent.

Le numéro spécial de *Climate Policy* fournit des exemples concrets d'une telle approche holistique et des recommandations opérationnelles pour l'adoption de politiques et mesures tenant compte des spécificités de chacun des secteurs clés pour la décarbonation profonde : production d'électricité, transport de passagers et de fret, industries intensives en énergie et AFOLU. Il propose également une analyse approfondie de la diversité des outils économiques adaptés à la décarbonation du transport de fret, soulignant notamment l'importance de compléter les instruments de tarification classiques par des politiques non économiques et réglementaires, combinées à des investissements stratégiques dans les infrastructures et la planification. Le numéro spécial de *Climate Policy* met aussi en avant la gouvernance mondiale comme levier essentiel pour permettre les transformations sectorielles des industries intensives en énergie. Plus généralement, l'analyse souligne le rôle clé de la coopération internationale

pour créer les conditions nécessaires aux transitions nationales dans tous les secteurs clés.

Un référentiel pour mesurer les progrès nationaux et orienter les prochaines étapes d'ambition et d'application des objectifs de l'Accord de Paris

Une analyse récente de la dernière décennie d'action climatique au niveau national met en évidence des lacunes concrètes au regard des enseignements politiques clés présentés dans ce numéro spécial sur les exigences de la neutralité carbone. Elle montre notamment que trop peu d'actions proactives ont été engagées pour préparer l'évolution de long terme des infrastructures et des comportements nécessaires pour atteindre la neutralité carbone. De même, l'émergence de politiques cohérentes intégrant de manière systématique les enjeux climatiques, sociaux et industriels reste largement insuffisante.

Ces deux lacunes montrent que, malgré des progrès notables depuis la signature de l'Accord de Paris, il est essentiel d'ancrer encore davantage l'élaboration des politiques nationales dans une stratégie robuste, fondée sur des analyses robustes, à même de guider les décisions de court terme en s'inscrivant dans une perspective de développement économique durable à long terme.

[CLIMATE](#)[CARBON NEUTRALITY](#)[PARIS AGREEMENT](#)